



Bastia, u 27 d'ottobre di u 2020

Scagnu di u Presidente

Cumunicatu di stampa

Communiqué relatif à la crise sanitaire et aux mesures unilatérales décidées par Paris

La situation sanitaire et les mesures unilatéralement décidées par Paris nécessitant un échange institutionnel avant même la réunion de l'Assemblée de Corse prévue pour la semaine prochaine, j'ai organisé hier soir une réunion de la Conférence des Présidents de groupes, en présence du Président du Conseil exécutif.

De façon générale, chacun s'est étonné de ce que les élus de la Corse, qu'il s'agisse de ceux de la Collectivité ou des maires de l'île, n'aient à aucun moment été consultés quant aux dispositions à prendre face à l'épidémie.

Cette attitude nuit grandement à la qualité des mesures décidées, à leur adaptation au terrain et donc à leur acceptabilité sociale, comme en témoigne l'actuel mouvement des cafetiers, injustement pénalisés.

En ce qui me concerne, je considère comme éminemment regrettable que les demandes de la Collectivité n'aient aucunement été entendues.

J'avais, au printemps dernier, préconisé une méthode qui aurait à chaque étape permis d'avancer de façon commune et cohérente, à travers un Comité composé en premier lieu des représentants des pouvoirs publics (élus notamment), en second lieu des experts (médecins et scientifiques), en troisième lieu enfin des représentants de chaque secteur concerné (enseignants, membres de l'industrie touristique, etc). Au lieu de cela, on assiste à des prises de décision arrivant de Paris et fortement contestées dans l'île. S'agissant du couvre-feu, nous observons que le préfet de Corse avait lui-même reconnu qu'il n'était pas adapté... deux jours avant sa mise en œuvre.

Par ailleurs, il convient de rappeler les mesures demandées par la Corse et ignorées par Paris, comme la sécurisation sanitaire des arrivées en Corse ou des études de séroprévalence qui seraient bien utiles aujourd'hui pour adapter les politiques de lutte contre l'épidémie. Cela, sans évoquer la demande de création d'un Centre Hospitalier Universitaire qui n'a pas reçu le moindre commencement de réponse.

Il est plus que temps, à mon sens, que l'administration d'Etat rompe avec la politique du fait accompli qui, outre son manque d'efficacité, se heurte aujourd'hui à un désaccord des Corses dont les représentants sont tenus à l'écart des décisions.